

ser pour
SERVICE DE PRESSE

RTL

720 44 44

*Dimanche 22 Septembre 1985
18h15-19h30*



*Invité : **Pierre MAUROY**
Ancien Premier Ministre*

*GRAND JURY composé de **Paul-Jacques Truffaut** et **Gilles Leclerc** pour RTL
André Passeron et **Alain Rollat** pour LE MONDE*

*Présentation : **Alexandre Baloud***

Texte Intégral

SCPR **RTL**

Société commerciale
de promotion et de publicité
22 bis, rue Bayard
75008 Paris Téléphone 720 44 44

Alexandre BALOUD. - Bonsoir, monsieur le Premier ministre. Vous voici donc au micro du Grand Jury RTL - Le Monde. Ce rendez-vous, que nous avons pris depuis bien avant les vacances, est, je crois, très attendu. A tort ou à raison j'espère, il est considéré, après plus d'un an de discrétion, comme la rentrée politique de Pierre Mauroy. En effet, depuis votre départ de Matignon, vous avez volontairement quitté un tant soit peu le devant de la scène. Loin des micros et des caméras, vous avez laissé s'exprimer vos camarades du parti socialiste ou du gouvernement sans trop mettre - selon l'expression consacrée - le nez à la fenêtre, si ce n'est par la publication au printemps dernier de votre livre "A gauche" ou par quelques interventions deci delà. Mais c'est effectivement la première fois depuis juillet 1984, depuis quatorze mois, que vous vous soumettez aux questions de journalistes, en l'occurrence ce soir, Alain Rollat et André Passeron pour Le Monde, Paul-Jacques Truffaut, Gilles Leclerc et moi-même pour RTL. Autant dire que ce Grand Jury est un événement médiatique en tout cas, politique nous l'espérons.

Monsieur Mauroy, nous sommes à trois semaines du congrès de Toulouse, le troisième congrès du parti socialiste depuis que la gauche est au pouvoir, le premier depuis que vous n'êtes plus Premier ministre et le dernier avant les élections législatives. Valence, Bourg-en-Bresse, Toulouse, trois dates dans l'histoire de la gauche en France. Dans trois semaines, à Toulouse, nous serons à six mois des élections législatives qui, pour la deuxième fois dans l'histoire de la Ve République, poseront le problème institutionnel fondamental, celui de la cohabitation. En 1978, la majorité d'alors l'ayant emporté, le problème ne s'est pas posé. Qu'en sera-t-il en mars 1986 ? Nous l'ignorons, mais plus que jamais la possibilité de voir la France soumise à des majorités opposées pèse - depuis longtemps déjà - sur le débat politique. Dans ce débat, vous, Pierre Mauroy, ancien Premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, vous dites clairement et fermement : "A gauche !" et vous revendiquez pour le parti socialiste le leadership d'une opposition même si François Mitterrand reste à l'Elysée. Il se trouve que l'actualité met à l'épreuve toutes les préfigurations d'une cohabitation entre une majorité parlementaire de droite et un Président de la République de gauche. Je pense bien sûr à l'affaire Greenpeace qui vient de connaître les rebondissements que vous savez. Vous qui avez été Premier ministre, pensez-vous que cette affaire a été bien gérée par le gouvernement de Laurent Fabius ?

L'AFFAIRE GREENPEACE

Pierre MAUROY. - Bonsoir, messieurs, je suis très heureux de vous retrouver.

Si on parle de cette affaire c'est que, manifestement, il y a quelque chose quelque part qui a déraillé. Les services secrets sont exactement comme les trains - je ne parle pas de ceux qui arrivent à l'heure - ils fonctionnent et puis, de temps à autre, hélas, ils déraillent. Il y a des services secrets et des affaires qui, manifestement, sortent de la normalité. Cette affaire est sortie de la normalité. Il est arrivé que des affaires comme celle-ci suivent un cours identique; en tout cas celle-ci est tout à fait regrettable parce qu'une opération de sabotage dans un pays allié a d'immenses conséquences. La première est le départ du ministre de la défense, Charles Hernu. Je veux profiter de mon passage ici pour saluer ce ministre compétent, ce ministre loyal et, je dois le dire, ce ministre symbole. Il y a toujours eu quelques difficultés de compréhension entre la gauche et l'armée, bien souvent à tort. On n'a jamais su exactement situer la position de la gauche dans l'Histoire par rapport à l'institution militaire en dépit de l'armée nouvelle de Jaurès, en dépit de relations excellentes qui peuvent exister. J'appartiens à une région, le Nord - Pas-de-Calais, où les liaisons avec l'armée, l'amour que les Nordistes - qui ont pourtant en majorité des idées de gauche - portent à l'armée sont dus à toute une Histoire. Je crois que Charles Hernu a aidé de façon magistrale à ce qu'il puisse y avoir plus qu'un dialogue, une coopération et à ce que les Français comprennent bien la position de la gauche vis-à-vis de l'institution militaire. C'est très important.

Alexandre BALOUD. - Estimez-vous que son départ du gouvernement met un terme à l'affaire ? Ou réclamez-vous, comme beaucoup de Français que toute la vérité soit faite ?

Pierre MAUROY. - Cette affaire a connu un tournant, un grand tournant. Je fais tout à fait confiance, comme, j'en suis persuadé, les Français, à la parole du Président de la République qui s'est exprimé : il a précisé ne pas connaître les éléments de cette affaire, puis il a exigé une enquête - ce fut le rapport Tricot - il vient encore de s'exprimer exigeant de la part du Premier ministre que l'enquête soit menée avec diligence et que des mesures soient prises. Ces mesures ont été prises : le ministre de la défense a démissionné, l'amiral Lacoste, qui était responsable des services secrets, a été limogé. Par conséquent, au plus haut niveau, on a pris ses responsabilités et on a pris des décisions qui - je le dis au passage - n'ont pas toujours été prises dans des affaires, certes pas similaires,

qui, sous d'autres septennats, avaient défrayé la chronique. Dans ces conditions, si l'affaire n'est pas classée - car elle ne le sera que lorsqu'on connaîtra exactement la vérité sur le plan politique - il n'y a pas lieu maintenant de lui donner ce caractère aigu qu'elle a connu dans les dernières semaines.

Alexandre BALOUD. - Je crains que ce ne soit pas l'avis de tout le monde, en tout cas pas de tous les journalistes.

Gilles LECLERC. - Vous avez parlé de déraillement; à quel niveau, d'après vous, se situe-t-il ? Est-il dû à un problème de structure ou à un problème d'hommes au plus haut niveau de l'Etat ?

Pierre MAUROY. - Je risque de vous décevoir car si cette affaire ténébreuse, mystérieuse par bien des côtés, vous intéresse autant c'est manifestement parce qu'elle est sortie de l'ordinaire. Mon expérience est celle d'un Premier ministre qui a été aux affaires pendant trois ans et deux mois et qui, par conséquent, a eu des responsabilités dans les liaisons avec les services secrets. Donc, l'expérience que j'ai d'autres affaires ne sert à rien pour éclairer celle-ci. Ce que je peux dire et ce que les Français doivent savoir c'est que l'utilisation des renseignements des services secrets ou la mise en action des services secrets n'est pas laissée à la fantaisie. La France est un Etat organisé. Cela va vous paraître un peu dérisoire ou paradoxal, mais pendant les trois ans où Charles Hernu a été ministre de la défense, non seulement il était compétent mais il a mis un tel souci à informer à la fois Matignon et l'Elysée ...

Gilles LECLERC. - Vous considérez comme anormal que l'amiral Lacoste ait refusé de répondre aux questions de son ministre ?

Pierre MAUROY. - Refusé par écrit, compte tenu de ce qu'il avait dit à M. Tricot.

Je ne vais pas vous répondre sur les affaires factuelles. De toute façon, si l'Etat en a pris la responsabilité - c'est très bien - si elle avait été commandée - ce n'est pas le cas - il y a eu quelque part dans cette affaire un dérapage. Quel genre de dérapage ? A un échelon supérieur ? A un échelon intermédiaire ? A un échelon subalterne ? Y a-t-il eu des instructions qui ont été mal entendues ? Amplifiées ? Mal exécutées ? Je ne sais pas.

André PASSERON. - Cela vous est-il arrivé quand vous étiez Premier ministre ?

Pierre MAUROY. - Je ne peux pas vous éclairer sur ce point. Je pense d'ailleurs que certains d'entre vous dont c'est le métier ont peut-être des éclaircissements à m'apporter.

Gilles LECLERC. - Certains de vos amis avancent des arguments. Par exemple, Claude Estier dit que la page politique de cette affaire est déjà refermée.

Pierre MAUROY. - Je dois dire que j'ai beaucoup apprécié la position de l'opposition dans un premier temps. Pendant que M. Bernard Tricot rédigeait son rapport, menait son enquête et après la publication de ce rapport l'opposition a fait preuve de modération. Je pense que, à propos de certaines affaires et dans certains cas, on doit se situer bien au-dessus du rapport gauche-droite dans la mesure où il y a des moments dans l'Histoire d'un pays où l'on doit faire preuve de modération dès lors que l'intérêt supérieur de la France est en jeu.

Gilles LECLERC. - C'est le consensus ?

Pierre MAUROY. - Rechercher la vérité apparaît comme une exigence fondamentale et la presse fait son devoir.

Les choses ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient il y a huit ou quinze jours. Le ministre de la défense a démissionné et l'amiral Lacoste a été limogé. Les autorités politiques, au plus haut niveau, ont pris leurs responsabilités. Maintenant, il appartient au nouveau ministre de la défense, qui en a reçu le mandat, d'éclairer cette affaire et, le moment venu, de vous faire part de ses éclaircissements.

Alain ROLLAT. - Vous avez connu des situations analogues quand vous étiez à Matignon. Je pense à cet incident naval dans le golfe de Gascogne quand un avis de la marine nationale a mitraillé deux chalutiers espagnols; vos ordres n'ont pas été respectés. Que s'est-il passé dans l'affaire Greenpeace ? Quelqu'un a-t-il outrepassé les ordres ? Croyez-vous à la thèse de la provocation politique ?

Pierre MAUROY.- Si vous attendez de moi que je vous explique toute cette affaire, cette émission fera sensation, mais je suppose que vous ne m'avez pas invité pour que je vous fasse seulement des révélations.

Alexandre BALOUD.- Nous avons le temps de parler d'autre chose.

Pierre MAUROY.- J'ai écouté le Président de la République et le Premier ministre. J'ai pris connaissance des mesures qui ont été prises; elles sont fortes. Je sais que dans mon pays il y a eu de très grandes affaires, sinon de même nature, sous d'autres septennats : le ministre de l'intérieur est resté en place, les ministres n'ont pas été remerciés, personne n'a été limogé.

Alain ROLLAT.- Les services secrets, vous les avez fréquentés !

Pierre MAUROY.- J'estime que d'une certaine manière un tournant politique a été pris dès lors que des décisions viennent d'être prises par les plus hautes autorités de l'Etat. Maintenant il faut que le ministre de la défense poursuive son enquête pour savoir exactement ce qui s'est passé.

Vous venez de me poser une question sur une affaire très malheureuse : les difficultés qu'il y avait avec les pêcheurs espagnols et la nécessité - ce n'était pas la première fois - pour la Royale ...

Alexandre BALOUD.- C'est-à-dire la marine nationale.

Pierre MAUROY.- ... d'être présente et d'empêcher de pêcher dans les eaux territoriales pour protéger les intérêts français. L'ordre avait été donné de faire en sorte que les pêcheurs espagnols comprennent que c'était inadmissible.

Paul-Jacques TRUFFAUT.- Vous aviez donné l'ordre de tirer.

Pierre MAUROY.- A blanc !

Paul-Jacques TRUFFAUT.- Pas précisément !

Pierre MAUROY.- C'est pourtant ce qui a été fait mais, par un hasard absolument extraordinaire - c'est un exemple précis de déraillement -

l'obus à blanc a ricoché sur le mât et est venu buter sur la cabine provoquant la blessure grave d'un pêcheur. Voilà précisément le cas où des instructions ont été données, ont été appliquées et où un hasard malencontreux a donné à l'incident une ampleur beaucoup plus grave. Où est la responsabilité quand il y a intervention du hasard ? Trois jours après j'étais à Madrid pour régler ce problème.

André PASSERON.- Vous venez de nous révéler que dans l'affaire des chalutiers espagnols vous aviez donné des instructions bien précises. Or dans l'affaire Greenpeace on constate, apparemment, que le Premier ministre n'a pas eu à donner d'instructions, qu'il a été en quelque sorte tenu à l'écart de la préparation et même du déroulement de l'affaire, voire des conséquences dans les premiers jours qui ont suivi. Trouvez-vous normal que dans une telle affaire le Premier ministre ne soit pas "dans le coup" ?

Pierre MAUROY.- Ce qui est anormal dans une telle affaire c'est que, au plus haut niveau, on n'ait pas été informé. On ne peut pas imaginer qu'une opération de sabotage dans un pays allié, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir, puisse être réalisée par quelque service que ce soit, qu'il s'agisse des services secrets, sans que l'Elysée, Matignon et le ministère de la défense en soient informés. Le caractère anormal de cette affaire est que l'information ne soit pas remontée au plus haut niveau. C'est là que réside toute l'affaire. C'est là-dessus que portent les investigations et les interrogations.

Paul-Jacques TRUFFAUT.- Certains socialistes disent qu'il y a eu complot d'extrême-droite. Partagez-vous ce point de vue ?

Pierre MAUROY.- Je me pose bien des questions comme chacun d'entre vous, mais avant de parler de complot ...

Paul-Jacques TRUFFAUT.- D'autres disent qu'il y a règlement de compte à l'intérieur du camp socialiste.

Pierre MAUROY.- ... avant de mettre en cause quelque pays que ce soit, j'estime que c'est une affaire anormale, conduite anormalement : des décisions ont été prises à un niveau que je ne saurais situer et ont été ensuite exécutées.

Tel est le caractère exceptionnel et tout à fait anormal de cette affaire malheureuse et grave.

Gilles LECLERC.- Est-ce que cette affaire ne touche pas de plein fouet un point très sensible dans le coeur des socialistes : l'exigence morale dont parle votre successeur à Matignon ?

Pierre MAUROY.- Vous faites bien de me poser cette question. Les socialistes la gauche attachent la plus grande importance à ce que la politique, qui est un combat dans l'exercice du pouvoir ou, au contraire, une activité dans l'opposition, soit aussi une forme d'éthique, une exigence morale. La gauche, en tout cas les socialistes, travaille sur deux plans . Nous travaillons sur le plan des réalités - il faut tenir compte de toutes les contingences du moment - mais on ne peut pas être un socialiste, un homme de gauche, si on ne porte pas en soi un projet de société que l'on veut bâtir ou que l'on veut transformer, donc un projet de caractère politique mais aussi moral. C'est pourquoi un gouvernement de gauche se doit d'être d'une grande exigence sur ce plan. Mais ce n'est pas pour autant qu'il ne peut pas y avoir des défaillances individuelles ou des comportements anormaux. Dès lors, nous avons le devoir, le devoir le plus strict, de sévir et de prendre les décisions que commande la situation.

Gilles LECLERC.- Ca laissera des traces pour la gauche et pour les socialistes.

Pierre MAUROY.- C'est ce qui a été fait par le Président de la République et par le Premier ministre. Nous attendons maintenant de connaître la vérité sur cette affaire par les investigations que ne manquera pas de faire le ministre de la défense.

Alexandre BALOUD.- Le voyage éclair qu'a effectué le Président de la République dans le Pacifique a été approuvé par la majorité des leaders de l'opposition. Que pensez-vous de cette approbation ?

M. MAUROY - Le symbole était évident. Je crois que la dissuasion, la dissuasion nucléaire, c'est tout de même la sécurité de la France. S'il y a vraiment un domaine où l'intérêt de la France au plus haut niveau se trouve posé, c'est bien celui de la dissuasion; par conséquent, la dissuasion commande que nous puissions effectivement avoir ces exercices de tir. Autrement dit, ces exercices de tir et ce qui se passe dans cette zone concernant chaque Français au niveau de la sécurité et de la défense, c'est-à-dire pour l'essentiel.

Or, c'est une région où la France est attaquée, vous le savez bien. Il s'agit d'un Océan qui se veut anglosaxon, où la France est rejetée, condamnée par les hommes politiques, y compris quelquefois par les églises. C'est par conséquent un endroit du monde où il est essentiel d'affirmer la présence française. Je pense que cette sorte de consensus qui s'est exprimé traduisait le fait que tout le monde, en France, est d'accord pour la dissuasion et chacun, par conséquent, veut donner à cette dissuasion les moyens d'exister, les moyens d'être.

Alain ROLLAT - M. Giscard d'Estaing soulignait, la semaine dernière, que la gauche s'était reniée, justement, en matière de défense nucléaire...

Gilles LECLERC - "C'est un ralliement", disait-il.

Alain ROLLAT - ... et qu'elle s'était ralliée.

M. MAUROY - Monsieur Rollat, je vous remercie beaucoup d'avoir posé cette question concernant M. Giscard d'Estaing car ce dernier - et cela ne vous a pas échappé -, à cette même place la semaine dernière, s'est montré seulement approximatif dans les réponses qu'il vous a faites, mais a dit quelque chose d'entièrement faux; d'ailleurs, je remercie M. Passeron de l'avoir relevé. Il a dit en effet : ce voyage était important et nous l'avons approuvé.

.../...

Alexandre BALOUD - Il n'était pas le seul .

M. MAUROY - ... Il a laissé entendre que c'est depuis ce voyage que la gauche, en quelque sorte, s'est ralliée à l'arme nucléaire - enfin, tout de même ! - en parlant du programme commun. Je connais bien le programme commun, et M. Giscard d'Estaing n'ignore pas que ce programme a fait l'objet d'une révision, d'une réactivation vous vous souvenez que nous avons commencé cette discussion, précisément avant même la mort de M. Pompidou, c'est-à-dire avant même l'élection de M. Giscard d'Estaing comme Président de la République, et que le premier chapitre que nous avons abordé était justement le problème de la défense. Et à ce moment là, vous journalistes, vous vous souvenez des discussions et même des nuances, grosses nuances, qu'il pouvait y avoir entre les communistes et les socialistes puisque certains disaient : "il faut garder la force nucléaire en l'état", les autres disant : "il faut la garder en état". Chacun comprend bien la grande nuance qu'il peut y avoir entre "en l'état" et "en état".

C'est dire que M. Giscard d'Estaing a complètement oublié que les socialistes, avant même qu'il ne devienne Président de la République, avaient fait de l'arme nucléaire un élément essentiel, décisif, l'élément de la défense française, puisque nous étions convenus que c'était capital, compte tenu de l'évolution des armes classiques.

Alain ROLLAT - Si vous étiez Premier Ministre, donneriez-vous à la marine l'ordre de tirer à blanc, ou peut-être à tir réel, sur le Rainbow Warrior ?

M. MAUROY - Mais je ne suis plus Premier Ministre...

Alain ROLLAT - Si vous l'étiez ?

M. MAUROY - Nous n'allons pas faire ici un exercice de marine qui risquerait tout de même de causer pas mal de problèmes dans ce studio de R.T.L. - Le Monde. Par conséquent, écoutez, on proposera peut-être cela à ...

.../..._

Alain ROLLAT - Mais les écologistes sont sympathiques ?

M. MAUROY - Je ne vais pas me mettre dans de fausses situations. Tout à l'heure nous parlions des pêcheurs, j'ai donné des instructions en ce qui concerne les pêcheurs ; là nous sommes sur un autre sujet. En tout cas il ne pouvait pas être question de donner un ordre pour pratiquer un sabordage et couler un bateau dans un port d'un pays allié. C'est tout. Chacun d'ailleurs en convient, cela, c'est inacceptable et inadmissible.

Alexandre BALOUD - A propos du Rainbow Warrior et de cette affaire, je voudrais vous poser une question. En tant que parlementaire et leader de la majorité, comment appréciez-vous le fait que, pour la première fois en France, la presse, en l'occurrence nos amis du Monde, ait révélé certaines informations qui ont abouti tout de même à la démission d'un membre du gouvernement ?

M. MAUROY - La presse fait son métier, et c'est une évolution qui n'est pas nouvelle dans la presse que de ne pas faire seulement du journaliste celui qui tient un porte plume, qui raconte un événement ou qui le commente, mais de faire du journaliste celui à qui il arrive de mener des enquêtes, de faire des investigations. C'est une évolution qui, je crois, est en cours depuis des années et c'est même l'une des caractéristiques de la presse des temps modernes, en tout cas de la période que nous connaissons. Par conséquent la presse fait son métier.

Alexandre BALOUD - Donc, vous approuvez ce qu'ont fait nos confrères du Monde ?

M. MAUROY - J'approuve tout ce qui est fait et qui doit concourir à la manifestation de la vérité.

.../...

Alexandre BALOUD - Donc vous trouvez étonnant quand même que le Président de la République, dans sa lettre au Premier Ministre, ait en quelque sorte reconnu qu'il avait complété son information grâce à la presse.

M. MAUROY - Mais tous les jours nous complétons notre information grâce à la presse ! C'est que vous n'avez pas tout à fait le sens aigu de ce que vous apportez à ceux qui exercent des responsabilités nationales.

Alexandre BALOUD - Nous sommes ravis de vous l'entendre dire.

M. MAUROY - Mais oui, tous les jours nous apprenons quelque chose par la presse, nécessairement !

Paul-Jacques TRUFFAUT - Monsieur le Premier Ministre - je fais un retour éclair dans le Pacifique - pensez-vous que la politique du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie puisse conforter la présence de la France dans le Pacifique, notamment en Polynésie où ont lieu les essais nucléaires ? N'y a-t-il pas contradiction entre le fait de souhaiter l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et le fait de vouloir maintenir ...

M. MAUROY - Je ne le pense pas. Vous savez, ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, il faut le rattacher au mouvement général de décolonisation que vous connaissez bien. Et ce sont quelquefois les prises de position qui pouvaient paraître contradictoires qui, au contraire, permettaient de pérenniser au mieux les intérêts majeurs de la France.

Paul-Jacques TRUFFAUT - Ne risque-t-on pas de voir les Polynésiens réclamer à leur tour ...

M. MAUROY - Non, non ! ...

Paul-Jacques TRUFFAUT - Il y a un mouvement indépendantiste.

M. MAUROY -

Il ne serait pas acceptable non plus que la France ne soit pas à l'écoute de ces populations ou qu'elle prenne une attitude qui serait celle du temps jadis. Je crois que, sur ce plan là, la France, au contraire, en Nouvelle-Calédonie, comme doit le faire un grand Etat, soutient les grandes idées qui ont marqué cette période dans le domaine de la décolonisation, du droit des peuples ... Je crois que la France, sur ce plan là, n'est pas du tout en contradiction. Elle restera dans ces territoires d'une certaine manière et je pense que la politique qui a été suivie par le gouvernement ne peut, au contraire, que conforter la position de la France.

LE PROBLEME DE LA "COHABITATION"

Alexandre BALOUD - Monsieur le Premier Ministre, laissons donc de côté pour l'instant cette affaire Greenpeace, mais examinons là sous un autre angle, l'angle politique. Pour nombre d'adversaires de la cohabitation - puisque l'on anticipe beaucoup sur le calendrier électoral et que ce problème de la cohabitation domine maintenant le débat politique - dans l'opposition, cette affaire Greenpeace a été jugée exemplaire dans la mesure où, justement, elle préfigurait ce qui pouvait interdire toute forme de cohabitation.

Qu'en pensez-vous, vu sous cet angle ? Et au fait, Monsieur Pierre Mauroy, il semble que vous soyez contre toute forme de cohabitation. Dites-nous exactement ce qu'il en est.

M. MAUROY - Vous venez de dire que cette affaire Greenpeace était une sorte d'affaire exemplaire qui permettait de juger à propos de la cohabitation. Je crois que, au contraire, on ne veut pas du tout mêler cette affaire Greenpeace avec le problème de la cohabitation puisque c'est justement une affaire qui sort de la normalité. Tout le monde peut convenir, je crois, que cette affaire sort véritablement de la normalité. C'est pourquoi elle est devenue tout à fait exceptionnelle. La cohabitation n'est tout de même pas faite d'une suite d'affaires qui sortent de la normalité.

.../...

Paul-Jacques TRUFFAUT - Il peut y en avoir d'autres

Alexandre BALOUD - Il y en a eu d'autres.

M. MAUROY - Elle est faite aussi d'un déroulement plus serein et plus normal dans les affaires de l'Etat.

La cohabitation, qu'est-ce que cela signifie ?
Qu'est-ce que c'est que cette discussion sur la cohabitation !
 Pour moi, ce sont deux problèmes qui sont mêlés. D'abord, il y a un problème institutionnel, constitutionnel. Le Président de la République est élu pour sept ans. Il termine son mandat en 1988. Il va y avoir des élections législatives en mars 1986. Le problème qui est posé, il est posé à la droite. Celle-ci nous a dit : "Mais si la gauche vient au pouvoir elle ne respectera pas la Constitution". La gauche a respecté la Constitution. Le problème qui est posé à la droite c'est : acceptera-t-elle la loi de la Constitution ou, au contraire, commencera-t-elle, si elle l'emportait, par une sorte de viol de la Constitution, disant : "le Président de la République est élu pour sept ans par la Constitution, eh bien, nous, nous ne l'acceptons pas".

Cela, c'est une réponse que la droite, si elle était en situation de le faire, devrait apporter. Voilà le fait, d'abord. Et si l'on estime que le Président de la République ne peut pas aller jusqu'en 1988, eh bien, c'est tout simplement que la Constitution ne fonctionne pas normalement. Et les Français, une fois de plus, seront bien obligés de se poser le problème de leur Constitution. Je crois que l'on pourrait tout à fait éviter cela.

Vous me dites, Monsieur Baloud, que je suis contre toute forme de cohabitation. Pas du tout. Moi, j'estime que le Président de la République doit aller jusqu'à la fin de son mandat. Ensuite, l'autre élément politique de la cohabitation, ...

.../...

Alexandre BALOUD - Vous dites que si la droite est majoritaire, le parti socialiste doit être dans l'opposition. 17

M. MAUROY -

Je dis que l'autre élément politique de la cohabitation, c'est un rapport de force qu'on ne connaît pas. Et c'est bien cela la difficulté d'aborder ce débat et de le prolonger puisque tout dépendra du rapport de force qui s'établira en mars, et ce sont les Français qu'il'établiront.

Il est bien évident que le problème de la cohabitation sera complètement différent si la gauche l'emporte ou, au contraire, si la droite l'emporte.

Je suis un homme de gauche, je pense à gauche, et je crois que l'exigence supérieure qui est en moi est une exigence de vérité et d'authenticité. Si je pense à gauche, je ne dois pas toujours avoir le souci de gouverner à droite. Je pense que ce qui me paraît normal en démocratie...

Alexandre BALOUD - C'est un scénario que vous avez envisagé vous-même ?

M. MAUROY - Le scénario ? Si nous avons la victoire, les choses sont nettes et claires, et si c'est la droite qui a la victoire, elles sont nettes aussi.

André PASSERON - Cela veut dire quoi ?

M. MAUROY - Cela veut dire que nous sommes dans l'opposition. Comment voulez-vous voir le problème autrement ?

Alexandre BALOUD - Tous les socialistes ne pensent pas comme vous, Monsieur Mauroy.

M. MAUROY - Moi, je donne mon point de vue. Je l'ai dit dès le départ. Mais, pourtant, de la façon la plus nette, j'estime que le Président de la République doit poursuivre son mandat jusqu'en 1988.

Alexandre BALOUD - C'est pour cela que vous avez mis en garde vos amis. Je vous cite : "si la gauche est minoritaire elle devra en tirer les conséquences et ne pas chercher à se maintenir artificiellement au Gouvernement par le biais de

.../...

fragiles combinaisons parlementaires". Or, ce n'est un secret pour personne qu'il existe au parti socialiste - et je ne pense pas seulement aux rocardiens - des gens qui disent le contraire et qui estiment justement que la logique de la proportionnelle exige que les socialistes continuent et participent à un gouvernement de cohabitation.

M. MAUROY - La proportionnelle n'a pas de logique sur ce plan là. La proportionnelle, c'est un mode de scrutin. Par conséquent, tous ceux qui font des exégèses et qui, à partir de ce mode de scrutin, en tirent nécessairement un projet politique ou une politique, non ! La proportionnelle est un mode de scrutin qui a remplacé le scrutin majoritaire à deux tours qui était devenu le scrutin le plus injuste de tous les pays démocratiques, compte tenu du fait que l'on n'avait pas touché les circonscriptions depuis des années et des années.

Alexandre BALOUD - Il vous a permis d'avoir la majorité absolue.

M. MAUROY - Mais oui, j'entends bien, mais pour autant je dis qu'il était tout de même le plus injuste. Lorsque le Général de Gaulle est arrivé au pouvoir, la France rurale, c'étaient 25 millions de Français. Maintenant, la France rurale, c'est 8 millions de Français, et l'on n'a pas touché les circonscriptions. Je crois qu'il était au moins nécessaire de procéder à une adaptation.

En ce qui me concerne, j'ai étudié ce problème et j'ai essayé de mettre au point un système qui permette à la fois de garder les circonscriptions mais, tout de même, de supprimer l'injustice flagrante de ce scrutin majoritaire à deux tours aux Français, avec une liste régionale et une liste nationale.

.../...

Pour rétablir le résultat de la proportionnelle, c'est-à-dire pour avoir le système le plus juste, il fallait doubler le nombre des députés. Cela montre bien l'injustice flagrante de ce système majoritaire. Bien. Nous avons donc un système proportionnel, et ce système proportionnel ne signifie absolument pas que, la gauche étant minoritaire, elle doit nécessairement entrer dans des combinaisons avec la droite. Dès lors que les Français, d'une façon très claire, donnent une majorité aux uns ou aux autres, il est parfaitement clair que les uns doivent gouverner et que les autres doivent être dans l'opposition.

Gilles LECLERC - Et s'il n'y a pas de majorité, Monsieur Mauroy, que doit faire le parti socialiste ?

M. MAUROY - Tout dépend du rapport de force.

Gilles LECLERC - Ce n'est pas évident.

M. MAUROY - Comment cela ?

Gilles LECLERC - Admettons que le parti socialiste fasse un score honnête et que R.P.R. et U.D.F. par exemple ...

M. MAUROY - Si le hasard des chiffres crée une situation extraordinairement difficile ...

Gilles LECLERC - C'est une hypothèse, tout de même.

M. MAUROY - Vous me permettrez de penser que l'on a autre chose à faire que de discuter de toutes ces hypothèses. C'est tout. Il sera bien temps, à ce moment là, de prendre des décisions. En tout cas, moi, je vous donne ma réaction. Elle est celle de tous ceux qui ont voté avec le Premier Secrétaire du parti socialiste et de tous ceux qui ont voté notre motion pour le prochain congrès; elle est carrément de dire, ce qui ne surprend personne : 'nous allons nous battre et tout faire pour essayer de gagner. Si nous sommes minoritaires, eh bien,

il appartiendra aux autres de gouverner, et de gouverner
dans un cadre constitutionnel qui prévoit que le Président
de la République ne termine son mandat qu'en 1988. Voilà,
c'est clair.

Paul-Jacques TRUFFAUT. - C'est le fonctionnement de la cohabitation qui est inquiétant. Admettons que le P.S. soit dans l'opposition. Il soutient - cela va de soi - le Président de la République mais combat le Gouvernement du Président de la République. Comment cela peut-il marcher ?

M. MAUROY. - La Constitution, c'est quand même l'acte fondamental, qui est au-dessus de la gauche et de la droite et qui concerne l'ensemble de la communauté française, et l'acte constitutionnel, il faut naturellement le respecter.

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Ne craignez-vous pas une crise politique ?

M. MAUROY. - Si vous ouvrez des perspectives impossibles...

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Une perspective probable, vous me l'accorderez !

M. MAUROY. - ... c'est donc que la Constitution n'est pas adaptée. Or il y a une Constitution. On doit l'appliquer. Le Président de la République est élu pour sept ans. C'est très bien. Il termine son mandat en 1988. Il y aura des élections présidentielles en 1988, et chacun sait bien que la vie politique française est rythmée par de grands projets, ou de gauche ou de droite, à l'occasion de ces élections présidentielles. Si vous ouvrez...

Paul-Jacques TRUFFAUT. - C'est quand même une hypothèse intéressante.

M. MAUROY. - Si vous ouvrez cette brèche qui consiste à dire que le peuple vient de s'exprimer et que, par conséquent, d'une certaine façon, il a maintenant une position très différente de celle qu'il avait exprimée il y a plusieurs années, tenez compte qu'en France, on vote à peu près tous les ans. A partir d'un tel raisonnement, même si je reconnais qu'il y a des élections qui s'appliquent à d'autres niveaux, on pourrait se dire que le pouvoir en place est mis en cause d'une façon fondamentale à chaque fois que le peuple, dans sa majorité, exprime un avis contraire. Je crois que chacun comprend bien qu'il n'est pas possible de changer tous les ans et que, dans ces conditions, il est très important d'avoir une Constitution et de s'y tenir. Je sais bien que les Français écrivent les constitutions mais ne les appliquent pas. Il faudra finir aussi ce jeu. Dès qu'on en a une, il faut l'appliquer. Une Constitution, cela peut être contraignant...

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Pensez-vous qu'on arrivera à une révision constitutionnelle ?

M. MAUROY. - ... mais c'est contraignant pour tout le monde, aussi bien pour la gauche que pour la droite.

André PASSERON. - Vous avez dit que la majorité, si elle changeait, devrait gouverner et l'opposition, par définition, la regarder faire. L'opposition actuelle, qui espère devenir majoritaire, voudra naturellement appliquer son programme. Or celui-ci est assez différent de celui du Président de la République actuellement. Le Chef de l'Etat devra-t-il laisser le Gouvernement, soutenu par une majorité, mettre en oeuvre sa politique ?

M. MAUROY. - On se trouvera bien entendu devant des problèmes politiques nouveaux et il y aura une adaptation à faire. La réponse, c'est d'abord le Président de la République qui l'apportera.

André PASSERON. - La cohabitation implique donc un compromis, un accord.

M. MAUROY. - Nécessairement, elle implique qu'il y ait un champ de responsabilités et, nécessairement, elle implique, que vous le vouliez ou non, une forme de consensus, ne serait-ce que dans l'exercice des responsabilités du Président de la République et du Gouvernement. Mais il paraît très clair que ce n'est pas parce qu'il y a cette situation constitutionnelle que la France doit ouvrir la voie à je ne sais quel mélange entre la gauche et la droite, c'est-à-dire à des situations qui ont fait les mauvais jours de la IV^e République, et nous sommes nombreux à ne pas vouloir revivre ces moments extraordinairement difficiles.

André PASSERON. - Cela peut-il marcher ?

M. MAUROY. - Il y a la Constitution. Elle est à apprécier par le Président de la République et par ceux qui seraient en situation. Nous sommes à six mois des élections. Ma préoccupation, c'est de tout mettre en oeuvre avec les miens pour établir un rapport de forces qui, justement, nous délivre tous des pensées qui sont les vôtres sur les problèmes de cohabitation.

LA GAUCHE PEUT-ELLE GAGNER EN 1986 ?

Alexandre BALOUD. - Intéressons-nous à ce qui semble être votre conviction fondamentale, indéracinable, qui se résume dans le titre de votre livre, qui est : "A gauche" Parlons de la gauche, de votre ancrage à gauche, de votre volonté de restaurer l'union de la gauche, ce qui, à certains égards, peut sembler totalement utopique et voyons comment vous voyez cette restauration, avant 1986 et après 1986.

Gilles LECLERC. - Vous avez dit il y a un instant : nous allons tout faire pour gagner. Comment allez-vous faire pour gagner avec une union de la gauche qui n'existe plus aujourd'hui et un parti socialiste qui, au vu des sondages représente à peu près 25 % des opinions ?

M. MAUROY. - Des élections, j'en ai connu beaucoup. J'ai toujours tout fait pour les gagner. Je ne les ai pas gagnées toutes. C'est la grandeur et la servitude de ceux qui font de la politique, de ceux qui sont à gauche mais aussi de ceux qui sont à droite.

Toute ma vie - et je ne suis pas le seul - est liée à mon appartenance à la communauté française mais également à mes convictions, à ce qu'est la gauche, en particulier à ce qu'est le socialisme, le parti socialiste. Imaginez la fin d'un vieux parti, la S.F.I.O., le rassemblement des socialistes dans les années 1970, la page extraordinaire que nous avons écrite avec François Mitterrand et bien d'autres, pour reconstituer, élargir le parti socialiste, la montée du P.S. En 1974, je souhaitais que Michel Rocard et d'autres viennent dans ce parti socialiste. Ce furent les assises. Puis, cela a été 1981. Maintenant, le parti socialiste est un grand parti socialiste. Il va connaître des péripéties. En 1981, au premier tour des élections, François Mitterrand a eu 26 % des suffrages. Je pense que nous les aurons. Le premier secrétaire a fixé 30 % comme objectif.

André PASSERON. - 24 % d'après le sondage S.O.F.R.E.S. de demain.

M. MAUROY. - Le parti socialiste est entré en lice en quelque sorte avec 26 %, au premier tour des élections présidentielles de 1981. Il a traversé toute une législature, conduit, avec les communistes et les radicaux de gauche, le premier gouvernement d'union de la gauche de la République française. Ensuite, pratiquement seul, avec ses alliés radicaux de gauche, il termine cette législature, la première législature qui soit terminée par un gouvernement de gauche. Jusque là, les gouvernements de gauche, cela durait un an, dix-sept mois, pas davantage. Véritablement, il a déjà rempli une très grande mission et il a envie de continuer. Il va s'adresser aux Français. S'ils estiment qu'il n'y a pas lieu, le parti socialiste sera dans l'opposition. Il retravaillera un projet et il créera des surprises dans la vie politique française car ma conviction - et vous avez raison de le dire - c'est que le socialisme répond à une exigence éthique, politique, au niveau du monde. Hier, ceux qui nous ont précédés ont installé la République. Ils ont été dans l'opposition, pendant vingt ans, trente ans. Puis, cela a été la seconde. Ils y sont retournés pendant vingt ans : c'était l'empire.

Puis, cela a été la République en 1871. Nous venons de passer une étape décisive parce que nous avons duré, décisive parce que nous avons tenu toute une législature, et j'espère bien que le Président de la République pourra terminer son septennat, décisive parce que nous avons appliqué nos réformes, décisive parce que nous avons appliqué la rigueur, c'est-à-dire maîtrisé l'économie.

Alexandre BALOUD. - Vous espérez que le Président de la République pourra terminer son septennat. Avez-vous des doutes ?

M. MAUROY. - C'est à cause des questions que vous vous posez, qui ont manifestement animé le débat tout à l'heure.

L'UNION DE LA GAUCHE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

Alain ROLLAT. - Les socialistes peuvent-ils avoir encore aujourd'hui des projets communs avec les communistes ?

M. MAUROY. - L'attitude des communistes montre bien qu'ils semblent donner une autre orientation que celle de l'union de la gauche.

Alexandre BALOUD. - Si elle se poursuit ? Si elle se concrétise ?

M. MAUROY. - Regardons l'histoire. En 1928, les communistes ne se sont pas désistés au deuxième tour des élections en faveur des socialistes. Il n'empêche qu'en 1934, les fameux deux cortèges des socialistes et des communistes se sont rencontrés en dépit des hiérarchies et des appareils qui voulaient qu'à tout prix, ils restent séparés. A côté de tout ce que peuvent imaginer les appareils, tenez compte du peuple, des hommes et des femmes de gauche...

Alexandre BALOUD. - Vous ne croyez pas au déclin historique du parti communiste ?

M. MAUROY. - ... qui savent que, pour gagner, la gauche doit se rassembler.

Alexandre BALOUD. - Votre ambition est-elle d'être le fédérateur d'une gauche unie, pour plus tard, dans le long terme ?

M. MAUROY. - Vous posiez une question sur le déclin historique du parti communiste.

Alexandre BALOUD. - Vous avez dit le 9 septembre à Epinay-sur-Seine : si l'orientation actuelle du parti communiste devait être définitive, il appartiendrait au parti socialiste d'assumer le rassemblement de la gauche.

M. MAUROY. - Bien sûr !

Alexandre BALOUD. - Le parti socialiste seul ?

M. MAUROY. - En 1920-1921, la majorité des socialistes sont devenus des communistes - extraordinaire ! - sauf dans ma fédération et deux autres petites. C'est pourquoi la fédération du Nord a une place tout à fait à part. Majoritairement, les socialistes sont restés des socialistes, fidèles à Blum, fidèles au socialisme de la responsabilité. La différence entre les communistes et les socialistes, je la connais donc, comme vous-même et comme bien d'autres. Ce dont je suis persuadé, c'est que, si le parti communiste continuait dans la voie qui est actuellement la sienne, le retour à je ne sais quelle révolution impossible en cette fin de XX^e siècle, il ne pourrait qu'accentuer son déclin. S'il veut disparaître de la scène politique, c'est son problème.

Alain ROLLAT. - Souhaitez-vous que les "rénovateurs" l'emportent ?

M. MAUROY. - Ce qui ne doit pas disparaître, ce qui ne peut pas disparaître de la scène politique, ce sont les hommes et les femmes qui faisaient confiance ou qui font confiance au parti, qui sont des gens de gauche qui, eux, de toute façon, doivent se rassembler.

Alexandre BALOUD. - C'est "l'union à la base" ?

M. MAUROY. - Je suis persuadé qu'il y aura des évolutions. Rien, demain, ne sera pareil à ce qui a été fait. Et quand je parle du rassemblement à gauche, du regroupement à gauche, ce sera certainement tout à fait dans d'autres conditions. De toute façon, le parti communiste fera ce qu'il doit faire ou ce qu'il croit faire mais le parti socialiste, lui, prendra toutes ses responsabilités.

Alain ROLLAT.- Avant l'hypothétique regain de l'union de la gauche...

M. MAUROY.- Pourquoi parlez-vous toujours de l'union de la gauche ? D'abord, il y a le parti socialiste, qui est devenu maintenant une grande formation. Si les communistes ne veulent vraiment pas ou traînent les pieds comme ils le font manifestement maintenant, et s'ils prennent une orientation contraire à celle de l'union, il appartient au parti socialiste de progresser, de devenir la première formation de ce pays, de prendre les décisions en tant que parti socialiste et d'être le pôle de ce regroupement de la gauche.

LA POSITION DE M. ROCARD ET LE CONGRES DE TOULOUSE

Alexandre BALOUD. - N'avez-vous pas l'impression que l'unité et l'identité du parti socialiste se trouvent sérieusement menacées à trois semaines du congrès de Toulouse ?

Alain ROLLAT. - On peut se demander si le cavalier seul auquel se livre Michel Rocard n'hypothèque pas toutes les chances des socialistes pour les législatives mais aussi pour au-delà. Il y a deux semaines, à ce même micro, un rocardien, Edgard Pisani, expliquait que la démarche de Michel Rocard lui donnait le frisson. On a l'impression qu'à vous elle donne souvent des sueurs froides.

M. MAUROY. - Vous dramatisez, monsieur Rollat ! Michel Rocard a décidé de déposer une motion. Je lui ai dit ce que je pensais, à savoir que je ne comprenais pas qu'il dépose une motion à un tel moment et qu'il n'était pas opportun d'organiser un débat. S'il persiste, je souhaite ardemment qu'on puisse parvenir à Toulouse à une synthèse. Comme je l'ai rappelé tout à l'heure, j'ai souhaité dans les années 70 la cohésion, l'union des socialistes. Cela a été le cas avec le Congrès d'Epinay ; cela a été le cas avec les Assises du socialisme ; cela a encore été le cas en 1979 lorsque j'ai souhaité que Michel Rocard puisse rester dans la majorité du parti - finalement je me suis retrouvé dans l'opposition avec lui. Mais il y a eu la victoire de 1981, et nous avons tous été autour de François Mitterrand dans le Gouvernement.

Les élections ont lieu en mars 1986. Il est sage d'attendre que cette échéance soit passée pour engager un débat que nous n'avons eu ni à Valence, ni à Bourg-en-Bresse. Après le rendez-vous avec les Français, nous pourrions avoir un congrès extraordinaire pour tirer toutes les conclusions, toutes les conséquences de notre action au pouvoir pendant une législature. La manière dont est posé le problème ne permet pas d'aller au fond des choses ; nous irons nécessairement après 1986, mais pas maintenant. Cela dit, le parti socialiste est un parti de débat et je n'ai pas de sueurs froides. Dès lors qu'un certain nombre de mes amis socialistes veulent se compter, qu'ils le fassent. Mais ils prendraient une grande responsabilité s'ils ne travaillaient pas dans le sens d'une synthèse lors du prochain congrès.

Paul-Jacques TRUFFAUT.-Qu'est-ce qui a changé chez Michel Rocard depuis 1979, depuis le congrès de Metz où vous faisiez alliance avec lui dans l'opposition au sein du parti socialiste ? Est-ce son ambition ?

M. MAUROY.- Nous étions sur des positions voisines en 1979. Rappelez-vous que notre discours à l'intérieur du parti socialiste était de dire que le programme devait tenir compte de la crise économique.

Alexandre BALOUD.- A l'époque que vous étiez le "droitiste", le "moderniste" !

M. MAUROY.- Vous voulez dire que je suis devenu gauchiste ?

Alexandre BALOUD.- Oui !

M. MAUROY.- Je n'ai pas changé !

Paul-Jacques TRUFFAUT.- C'est peut-être le parti socialiste qui a changé.

M. MAUROY.- J'observe simplement que certains changent de place et viennent sur ma droite. Moi, je ne change pas ! Je souhaitais un programme qui tienne compte de la crise économique. J'ai eu la fierté de conduire le Gouvernement d'union de la gauche dans les conditions que vous savez. Maintenant je dis à mon parti : allons devant les électeurs et ensuite retrouvons-nous dans un congrès extraordinaire pour tirer les enseignements de l'exercice du pouvoir pendant une législature.

En quoi Michel Rocard a-t-il changé ? Je ne sais pas s'il a tellement changé. Vous connaissez sa thèse.

Alexandre BALOUD.- C'est le mea culpa érigé en doctrine !

M. MAUROY.- Je vous laisse la responsabilité de cette traduction ! Sa thèse est la suivante : pour augmenter la crédibilité de la gauche, pour augmenter nos chances en mars 1986, il est essentiel de reconnaître que nous avons fait des erreurs. Des erreurs, nous en avons certainement faites. Mais ce qui me surprend c'est qu'il parle surtout de la relance de 1981 alors que, manifestement, ce qui fait problème avec l'opinion c'est la politique de rigueur. La politique de rigueur traduit la volonté de la gauche de maîtriser l'économie. C'est une première. Auparavant, dans les autres expériences, on n'avait pas essayé de maîtriser l'économie et on n'avait pas duré.

Alexandre BALOUD.-Vive les institutions !

M. MAUROY.- Pas seulement les institutions, vive aussi la volonté de la gauche, des socialistes, du Président, du Gouvernement de maîtriser l'économie en appliquant une politique de rigueur commandée par l'état du ciel et de la terre, c'est-à-dire la grave crise économique.

Alexandre BALOUD.- Quitte à y perdre votre identité ?

M. MAUROY.- Non, car cette politique de rigueur est la condition pour retrouver la croissance et pour réaliser la modernisation. Il se peut que la croissance ne revienne qu'après 1986 mais il était significatif de se montrer apte à maîtriser l'économie. En effet, la gauche souffrait précisément d'un manque de crédibilité quant à sa capacité à maîtriser l'économie.

Le grand débat avec l'opinion est là : pourquoi avons-nous choisi la rigueur ? De plus en plus de Français comprennent cette politique. La droite elle-même, tout en étant convaincue que c'était la politique qu'il fallait suivre, ne nous a pas fait de cadeaux. Sur ce plan-là, nous avons fait mieux qu'elle, beaucoup mieux qu'elle, et elle ne le dit pas. On a même l'impression qu'elle ^{se} délecte dans certaines affaires annexes pour ne pas parler du principal, à savoir que la gauche a réussi à faire passer l'inflation de 14 % à 6,5 % et atteindra sans doute l'objectif de 5,5 %. Ce résultat est considérable et je pourrais faire la même démonstration avec d'autres indices. C'est la rigueur qu'il nous faut expliquer, d'autant plus que si elle est comprise par des Français de plus en plus nombreux, ceux qui restent avec une interrogation sont ceux qui sont les plus simples et quelquefois les plus malheureux. Ils ne votent pas pour la droite, ils ne votent pas. Il y a par conséquent des voix de gauche à reprendre. Il faut les reprendre. L'impératif majeur pour faire un bon score aux élections est précisément de motiver ces voix de gauche pour qu'elles ne restent pas dans l'abstention. C'est indispensable.

Gilles LECLERC.- Ne pensez-vous pas que le discours de Michel Rocard fournit cette motivation ?

M. MAUROY.- Je ne pense pas que ces personnes puissent être motivées par un discours qui ne tient pas compte de la nécessité d'avoir cet ancrage à gauche, d'expliquer la rigueur et surtout/que ^{qui affirme} la relance a été une erreur. En effet, la relance a permis l'augmentation des allocations familiales, des pensions pour les personnes âgées, du Smic. Elle a permis aussi des

M. MAUROY.- Le parti socialiste doit évoluer mais en gardant son ancrage à gauche. Il ne doit pas poser le problème des alliances comme on le fait. Il doit d'abord poser le problème d'un projet politique qui soit adapté. C'est fondamental. Je pense notamment au problème du chômage qui sera au centre de toutes les discussions. Il faut que la gauche apporte des solutions à ce problème.

Alain ROLLAT.- Par la flexibilité ?

M. MAUROY.- La droite aura tendance à la considérer comme le prix à payer pour la modernisation, pour la nécessité du développement industriel. La gauche croit à la modernisation, à la nécessité du développement industriel, mais pour autant elle ne saura jamais accepter une société duale avec, d'un côté, ceux qui travaillent et, de l'autre, ceux qui n'ont pas d'emploi.

SOCIALISME ET MAUROYISME

Gilles LECLERC.- Laurent Fabius, votre successeur à Matignon, a dit que la gauche c'était l'égalité des chances, la solidarité et l'exigence morale. Que pensez-vous de cette définition ? Par ailleurs, que signifie aujourd'hui être mauroyiste ?

M. MAUROY.- Voilà une bonne définition de la gauche ! J'ajouterai une dimension qui me paraît importante : c'est aussi transformer la société et par conséquent croire à cette société vers laquelle nous allons. Il y a nécessairement dans l'homme de gauche la dualité de ce combat : réalisme pour le présent, construction du futur.

Les mauroyistes s'identifient très bien avec les socialistes. Etre socialiste aujourd'hui, c'est d'abord avoir conscience d'une histoire qui est celle des socialistes et de la gauche. C'est aussi se placer dans la perspective historique d'une société socialiste. Nous avons fait de grands pas. Nous ne sommes peut-être pas entièrement compris aujourd'hui. Mais ma conviction est totale et entière : en redoublant d'efforts, en ne changeant pas de chemin, en restant dans l'axe qui est le nôtre, un jour nous vivrons l'expérience d'une société socialiste, d'un socialisme de la liberté, de la responsabilité qui répondra au vœu de nos concitoyens.